



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 09/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BARISIEN

BARISIEN
14 rue Gambetta
54150 Val de Briey

Références : S-23-644RP

Code AIOT : 0006204709

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/12/2022 dans l'établissement BARISIEN implanté Derrière Grand Bois 88140 Vaudoncourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARISIEN
- Derrière Grand Bois 88140 Vaudoncourt
- Code AIOT : 0006204709
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'AIOT contrôlée est une plateforme de transit de déchets recyclables (parcelle n° 63 de la section ZB) dont la cessation d'activité a été notifiée le 30 mars 2022.

Le thème de visite retenu est la cessation d'activité du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité et usage futur proposé	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mémoire de réhabilitation et suites à donner	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du site et l'analyse des éléments fournis par l'exploitant ont permis de constater que les opérations administratives et techniques de remise en état explicitées à l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement ont été réalisées conformément aux exigences réglementaires. Comme indiqué dans le point de constat n° 2, les résultats du diagnostic sol ne conduisent pas à considérer comme nécessaire la mise en place de mesure de gestion et/ou de surveillance, et ce, au regard de l'usage futur du site.

En conséquence, il peut désormais être considéré que l'exploitant a satisfait à l'ensemble de ses obligations au regard des dispositions prévues par la réglementation relative aux installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité et usage futur proposé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 5
Thème(s) : Autre, Cessation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de cessation d'activité, il sera appliqué les prescriptions du Code de l'environnement relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>-----</p> <p>Article R. 512-39-1 du Code de l'environnement, version applicable jusqu'au 01 juin 2022 :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations destockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>

<p>Constats : La société Barisien SAS a notifié, par courrier reçu le 30 mars 2022, la cessation d'activité de la plateforme de transit de recyclables de Vaudoncourt (parcelle n° 63 de la section ZB).</p> <p>Conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 277/2018 du 30 janvier 2018, l'exploitant a procédé à la notification conformément aux prescriptions applicables aux installations soumises à autorisation explicitées au sein des articles R. 512-39 à R. 512-39-6 du Code de l'environnement. L'Inspection note cependant que la notification de cessation d'activité du site a été déposée antérieurement aux évolutions réglementaires liées à la loi ASAP survenues le 1er juin 2022.</p> <p>La notification de cessation d'activité communiquée indique en particulier que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant a procédé à l'évacuation de l'ensemble des produits dangereux ou des déchets liés à l'ancienne activité ICPE ; - le site est clôturé ; - les installations électriques ont été mises en sécurité ; - les risques liés aux eaux de surface sont maîtrisés (démantèlement de l'ancien bassin, rejet des eaux pluviales dans le bassin des eaux pluviales de l'installation de stockage voisine). <p>L'ensemble de ces éléments ont pu être corroborés par les constats menés lors de la visite d'inspection, ces derniers n'appellent pas de remarque.</p> <p>L'Inspection constate que le site a été mis en sécurité et n'est pas susceptible de présenter des dangers et/ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>S'agissant de l'état futur, l'Inspection note que la commune de Vaudoncourt ne dispose pas de document d'urbanisme.</p> <p>L'exploitant propose que la zone d'implantation du site soit identifiée comme une " zone d'activités artisanale et environnementale ", l'usage futur visé étant un usage de type industriel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mémoire de réhabilitation et suites à donner

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-3
Thème(s) : Autre, Cessation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ; 2° Les objectifs de réhabilitation ;

3° Un plan de gestion comportant :

- a) Les mesures de gestion des milieux ;
- b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;
- c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

[...]

Constats : La société Barisien SAS a communiqué à l'Inspection un mémoire de réhabilitation en date du 13 juillet 2022.

Ce mémoire comprend un diagnostic environnemental du site réalisé par la société SOCOTEC. Ce diagnostic, établi sur la base de la norme NF X31-620, fait l'objet d'un rapport daté du 27 juin 2022.

SOCOTEC a procédé à des investigations sur la base d'une analyse des activités passées du site et de l'incendie survenu le 18 juin 2013. Ont notamment été recherchés, à plusieurs endroits du site, les paramètres suivants :

- Eléments traces métalliques ;
- BTEX ;
- HAP ;
- COHV ;
- HCT ;
- Dioxines et furanes.

Des anomalies ont notamment été relevés pour l'arsenic et certains HAP :



Cependant, et au regard des milieux d'exposition (sols impactés complètement recouverts par une dalle), SOCOTEC considère que la qualité des sols au droit du site est compatible avec l'usage industriel prévu sous réserve de la mise en œuvre des recommandations suivantes :

- de n'aménager aucun potager, jardin ou verger au droit du site, sans avoir au préalable réalisé une étude sanitaire qui confirmerait l'absence de risque pour un tel usage ;
- de ne pas utiliser les eaux souterraines sans une étude préalable confirmant l'absence de danger ;
- de mettre en place des canalisations d'eau potable en fonte, afin d'éviter tout transfert de contamination vers les eaux potables, ou au sein d'un remblai d'apport propre, voire dans des caniveaux techniques béton.

Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection qui considère, en accord avec SOCOTEC, que l'usage futur envisagé est compatible avec l'état actuel du site et qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place des mesures de gestion ou de surveillance particulières.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet